



HAL
open science

São Francisco do Itatapuru : mécanismes de développement durable autour d'une activité traditionnelle

François-Michel Le Tourneau, Anna Greissing, Florent Kohler

► **To cite this version:**

François-Michel Le Tourneau, Anna Greissing, Florent Kohler. São Francisco do Itatapuru : mécanismes de développement durable autour d'une activité traditionnelle. 2008. halshs-00204698

HAL Id: halshs-00204698

<https://shs.hal.science/halshs-00204698>

Preprint submitted on 17 Jan 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



SYNTHESE TERRAIN IRATAPURU

Membres de l'équipe :

François-Michel Le Tourneau (géographe, responsable du site)

Florent Kohler (anthropologue)

Anna Greissing (doctorante en géographie)

Date de l'enquête de terrain : juin - août et octobre 2007

São Francisco do Iratapuru : mécanismes de développement durable autour d'une activité traditionnelle

1. Description du site et bref aperçu du (des) projet(s) de développement durable sur place:

Le territoire observé est localisé dans le sud-ouest de l'Amapá, plus précisément dans la région du fleuve Jari, connue pour le fameux projet de fabrication de cellulose (« *projeto Jari* »), installé dans la zone depuis 1969. Acteur majeur, ce projet a déterminé l'évolution et l'utilisation des terres de cette région pendant les 40 dernières années. Il revendique en particulier la propriété de la majeure partie des terres bordant le cours moyen du fleuve Jari, zone dans laquelle sont également installées de nombreuses communautés traditionnelles, et que les Etats d'Amapá et du Pará, sans parler de l'Union fédérale, revendiquent en partie comme leurs¹.

L'une des communautés installée dans le territoire de la Jari Celulose² est la vila de São Francisco do Iratapuru, qui se situe à la confluence du fleuve Iratapuru avec le Jari. Constitué de 34 familles extractivistes, ce village est l'utilisateur principal des ressources de la Réserve de développement durable (RDS) do Rio Iratapuru, située sur la partie moyenne et supérieure du fleuve du même nom à approximativement 12 kilomètres de la vila. Créée en 1997 par le gouvernement d'Amapá, la RDS totalise 806 000 hectares de forêt amazonienne, encore totalement préservés et riches en ressources naturelles, notamment la noix du Brésil (*Bertholettia excelsa*), et d'arbres à semences oléagineuses (*copaíba* (*Copaifera officinalis*) ou *andiroba* (*Carapa guianensis*)) et la résine de *bréu branco* (*Protidum sp.*).

L'exploitation de ces ressources représente l'activité prédominante pour les familles de São Francisco, dont les aires de collecte se trouvent en majorité à l'intérieur de la RDS, et qui sont de ce fait les plus grands bénéficiaires de sa création. L'objectif de cette unité de conservation était en effet de légaliser et de protéger ces zones, dont l'exploitation par des extractivistes remonte à la fin du 19^{ème} siècle (temps du grand propriétaire José Julio de Andrade), mais qui étaient également revendiquées par l'entreprise Jari en vue d'une exploitation forestière.

Avec la mise en place, en 1992, d'une coopérative (la Coopérative Mixte des Producteurs et Extractivistes du fleuve Iratapuru - COMARU) au sein de la vila de São Francisco, à l'initiative de plusieurs familles qui se sont rassemblées sur ce site quelques années auparavant, la communauté a peu à peu gagné en visibilité auprès des institutions nationales et internationales soucieuses de la recherche d'alternatives de développement pour les peuples de la forêt amazonienne. Du fait de ses efforts pour s'organiser et réussir à améliorer les conditions de vie de ses habitants, mais également à cause du soutien massif reçu des autorités locales (état d'Amapá durant le gouvernement Capiberibe) et fédérales, le cas d'Iratapuru est rapidement devenu un symbole du développement durable en Amazonie brésilienne. Aujourd'hui, l'entreprise de cosmétique Natura

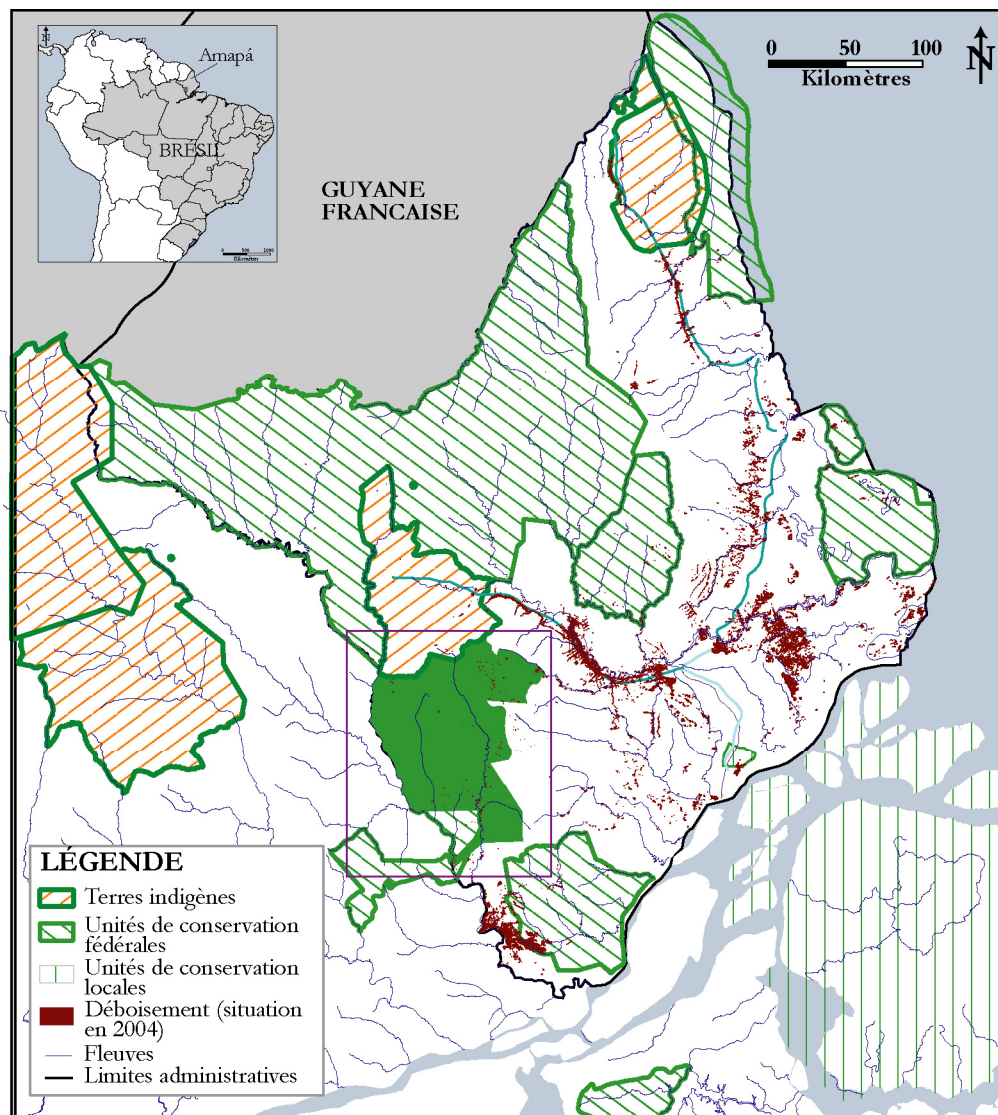
¹ Depuis l'installation du « *Projet Jari* » dans la région, les terres de celle-ci font l'objet d'une litige entre l'entreprise et l'état, qui réclament tous les deux la suprématie sur le territoire. Encore sans solution définitive, le gouvernement d'Amapá est partiellement sorti vainqueur du procès avec la création de deux unités de conservation dans le sud de l'Amapá : la réserve extractiviste (RESEX) do Rio Cajarí (sur 481 650 ha) et) et la RDS do Rio Iratapuru (sur 806 000 h).

² Il existe en total environ une cinquantaine des communautés sur un territoire de 1,7 millions d'hectares réclamées par l'entreprise.

est le partenaire le plus important de la communauté. Cette multinationale a mis en place plusieurs mécanismes de développement au bénéfice du village de São Francisco (royalties sur les produits vendus, contrats d'exclusivité pour la fourniture de matières premières, droits à l'image), et prétend en cela proposer un nouveau modèle pour l'amélioration des conditions de vie dans les communautés isolées.

Le cas de la communauté de São Francisco do Iratapuru représente un cas intéressant pour plusieurs raisons : tout d'abord, on observe une grande variété d'acteurs dans la zone, ce qui a augmenté largement le degré de notoriété de São Francisco et surtout de la RDS. Ensuite, créée à l'initiative de la communauté locale, la COMARU constitue l'une des premières coopératives extractivistes mises en place en Amapá (et l'une des rares coopératives amazoniennes spécialisée dans l'huile de noix du Brésil). L'existence à proximité de la Jari Cellulose confronte deux modèles de développement socio-économique, dont les interactions (conflictuelles, en ce qui concerne les questions foncières, ou en coopération, par l'intervention de la Fondation sociale du groupe ORSA à Iratapuru) créent une situation très riche pour notre analyse sur la durabilité des modes de développement. Finalement, l'entrée sur scène de l'entreprise NATURA présente une grande originalité en ce qui concerne les formes de partenariats économiques.

2. Le territoire et la localisation du site



(carte élaborée par l'équipe de terrain)

Données-clés sur la Réserve de développement durable do RIO IRATAPURU

Date de création : Déc. 1997

Catégorie : UC d'utilisation durable

Superficie : 806 184 ha

Communes concernées : Laranjal do Jari, Mazagão, Pedra Branca do Amapari

Accès : A partir de Monte Dourado (PA) par route (~40km) puis par bateau (~5 km), 1,5- 2h

Population: pas de population permanente à l'intérieur de la réserve ; 9 communautés aux alentours (150 familles au total), la plus importante étant São Francisco

Végétation : forêt de terre ferme avec un réseau hydrographique très riche, dominé par l'Iratapuru et ses affluents

Ressources naturelles : noix du Brésil, *copaíba*, *andiroba*, *cipó-titica*, *camu-camu*...

Activités : extractivisme de la noix du Brésil, agriculture de subsistance, chasse, pêche ; services

Situation foncière :

Deux situations foncières distinctes sont à prendre en compte, celle de la RDS proprement dite et celle de la zone dans laquelle est situé le village de São Francisco.

Dans le premier cas; les terres appartiennent à l'Etat d'Amapá (cédées par le gouvernement fédéral lors de la création de la RDS) et sont gérées par le secrétariat d'Etat à l'environnement (SEMA, *Secretaria de Estado do Meio Ambiente e Recursos Hídricos*). Un droit d'usufruit a été concédé à des populations locales afin de garantir la continuation de leurs activités extractivistes. La mise en place de la réserve en 1997 a donc constitué une régularisation de la situation foncière en ce qui concerne l'accès des extractivistes à leurs aires de collecte à l'intérieur de la RDS, même si le plan de gestion qui devrait être rédigé n'a pas encore été esquissé.

Dans le second cas, concernant les aires de collecte qui se trouvent aux limites sud de la RDS et le territoire du village de São Francisco lui-même, la situation est plus ambiguë puisque la zone concernée est en litige entre l'Etat d'Amapá et l'entreprise Jari. En attendant que le cas soit tranché par les institutions juridiques, les communautés locales ont obtenu la permission d'utiliser temporairement les terres et leurs ressources. Il est difficile de savoir à l'heure actuelle ce qui se passerait si les titres de la Jari étaient confirmés, mais cela fragiliserait sans aucun doute la situation des habitants de São Francisco.

Pour le moment, la Jari Cellulose n'a pris aucune mesure pour empêcher l'activité des extractivistes d'Iratapuru. En revanche, on a pu observer des actions préparatoires (élaboration d'un inventaire des arbres sur le terrain, cartographie de la zone, etc.) de la part de l'entreprise pour une potentielle exploitation forestière des terres autour des communautés de Padaria et de Cachoeria de Santo Antônio, situées un peu plus en amont sur le Jari.

Enfin, la question foncière est encore compliquée par le projet de construction d'une centrale hydro-électrique sur la cascade de Santo Antônio. La zone du village de São Francisco serait en effet probablement touchée à un degré ou un autre par l'inondation du lac de retenue, et le village devrait sans doute être déplacé. Par ailleurs, des discussions sont en cours sur les compensations que la communauté pourrait recevoir pour ce projet, l'une des propositions étant la création d'une route reliant São Francisco et Santo Antônio à la route Macapá-Laranjal do Jari, c'est-à-dire à un véritable désenclavement de la zone, face auquel les opinions des villageois de São Francisco sont mitigées.

3. Quel projet, quels acteurs ?

Les expériences de développement durable à Iratapuru s'articulent essentiellement autour de trois phases successives, mises en place à des moments historiques différents et par une pluralité d'acteurs :

1. 1980-1992 : Formation de la communauté São Francisco do Iratapuru et mise en place de la COMARU.

2. 1995-2001 : Projets d'appui à la production et commercialisation de la noix du Brésil par l'état d'Amapá ; Création de la RDS

3 : 2002- 2007 : Partenariat de la COMARU avec l'entreprise cosmétique NATURA

1: Formation de la communauté et mise en place de la COMARU

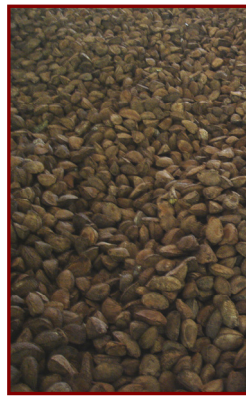
Acteurs : les familles extractivistes elles-mêmes, qui encore aujourd'hui représentent la base de la population d'Iratapuru

Entre 1980 et 1992, des familles de la région du fleuve Iratapuru, qui vivaient auparavant dispersées le long du fleuve, se regroupent et fondent le village de São Francisco, notamment dans l'espoir d'y voir implanter une école pour leurs enfants (ce qui sera réalisé en 1994). En 1992, une coopérative de transformation de la noix du Brésil est mise en place par une partie de ces familles dans le but de commercialiser des produits présentant une plus grande valeur ajoutée (farine de noix, puis biscuits).

La fondation précoce de cette coopérative, d'initiative locale, est l'une des originalités de la zone du fleuve Iratapuru. Dans de nombreuses unités de conservation créées en Amapá en effet, les associations locales sont apparues avec le soutien de l'Etat (local ou fédéral) et uniquement à la suite des créations des zones préservées (RESEX Cajari, île de Bailique, FLONA, ...). La situation à Iratapuru est donc inverse, la présence de la COMARU ayant été déterminante dans le choix de la création de la RDS.



Ancien bateau de la coopérative



COMARU

(Photos : équipe de terrain)

2: Les projets d'appui à la production et commercialisation de la noix du Brésil et la création de la RDS

Acteurs : Des institutions de l'état d'Amapá (GEA, SEMA, SEICOM, SETEC), des centres de recherche de l'état (UNIFAP, IEPA ...), des partenaires internationaux de financement (PPG7, FFEM, FUNBIO) et des ONG (WWF Brésil, CI).

Elu en 1995 (et réélu en 1999), le gouverneur João Alberto Capiberibe met en place un « programme de développement durable de l'Amapá » (PDSA) dans lequel le soutien aux communautés extractivistes figure en bonne place. Dans ce cadre, il multiplie les initiatives de soutien à la COMARU et crée en 1997 la Réserve de développement durable (RDS) du fleuve Iratapuru, placée sous la tutelle de la SEMA.

Tout au long de la période, il y a une grande convergence d'intérêt entre la COMARU et le gouvernement de l'Amapá. L'existence d'une coopérative au sein de la communauté et la forte organisation sociale du village correspond en effet pleinement aux idées de Capiberibe, qui fait d'Iratapuru la vitrine de sa politique. En retour, la coopérative est toujours privilégiée dans les projets d'appui à la commercialisation de la noix du Brésil (par exemple, le « projeto castanha »), et elle bénéficie d'un appui indirect sous la forme de recherches effectuées par des universités et des institutions de recherche (IEPA, EMBRAPA, UNIFAP, UF-PA, Museo Goeldi, etc.). Grâce à la

notoriété de Capiberibe sur la scène de politique mondiale, São Francisco entre dans le circuit des financements internationaux comme un modèle de développement durable en Amazonie. Le village reçoit ainsi une aide sous la forme d'un PD/A (*Projetos Demonstrativos*) du PPG7 (Programme Pilote pour la Protection des Forêts Tropicales), qui permet la construction d'usine pour la production de biscuit de noix du Brésil.

Il bénéficie également en 2000, d'une partie du financement de 3,65 millions d'euros du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) investi en Amapá, ce qui rend possible la construction de plusieurs dépôts pour le stockage de la noix et, plus tard, d'un hébergement au sein de la communauté avec l'objectif d'initier une activité d'écotourisme en partenariat avec le département du tourisme de l'État d'Amapá (DETUR)³. Un plan de gestion des aires de collectes est même envisagé, mais l'équipe du FFEM sur place doit quitter le village à la fin du 2004 à cause de fortes polémiques au sein de la communauté sur les finalités du projet.

Les conflits de pouvoir se multiplient également à l'intérieur de la coopérative et arrivent à leur apogée fin 2003 avec l'incendie de l'usine de biscuits, très probablement criminel. En parallèle, la relation avec le gouvernement de l'État d'Amapá change brusquement avec l'élection du gouverneur Antônio Waldez Goés da Silva en 2002. Opposé à la politique de Capiberibe, qu'il considère comme de l'assistanat, celui-ci retire ainsi la plupart des aides dont la communauté bénéficiait. Privée de son outil de production et de son meilleur client, la COMARU se trouve alors très endettée, une grande partie des financements reçus étant en fait des prêts, qu'elle est incapable de rembourser.

Les extractivistes de São Francisco se trouvent donc dans une profonde crise à la fin de 2003. Pourtant, un nouvel acteur avait déjà fait son apparition en 2001. L'entreprise brésilienne de cosmétique NATURA avait en effet commencé à s'intéresser à la production de l'huile de noix du Brésil et à la résine de *breu branco* pour les produits de la ligne EKOS (basée exclusivement sur des essences naturelles issues de la forêt).



Une colocação au bord du fleuve



Casse d'ouricoes dans le castanhal

(Photos : équipe de terrain)

3 : Le partenariat de la COMARU avec l'entreprise cosmétique NATURA

Acteurs : entreprises: NATURA, Cognis, IFF, AMAPAZ; Institutions: GTZ; ONG: Fundação ORSA, IESA

Un nouveau modèle de développement se met donc en place à partir de 2003 avec le partenariat entre la coopérative COMARU et l'entreprise cosmétique brésilienne NATURA. Ayant perçu tout l'intérêt que la beauté naturelle de la RDS Iratapuru et son état exceptionnel de préservation pouvaient lui apporter en terme d'image, la NATURA débloque début 2004 un financement important pour la reconstruction de l'usine de la coopérative. Elle finance également

³ Le FFEM s'engage effectivement dans la toute la région du sud de l'Amapa avec le projet « Conservation et valorisation de la biodiversité dans l'Etat d'Amapá », approuvé le 29/6/2000 et totalisant 1, 3 millions d'euros. D'autres partenaires sont d'ailleurs impliqués dans les activités du FFEM (SETEC, FUNDAP, CIE/IEPA, IES, etc. .)

la certification des zones de collecte par IMAFLORA⁴, partenaire brésilien du FSC (Forest Stewardship Council), pour assurer la « bonne conduite » de la production de la noix par les extractivistes, ainsi que la durabilité de la ressource en tant que base de subsistance des populations extractivistes traditionnelles. Une entreprise de consultance sous la direction de Mary Allegretti (AMAPAZ/DS) est ensuite embauchée par la NATURA pour rédiger un plan de développement communautaire. En parallèle l'entreprise de cosmétiques commence à acheter les produits de la COMARU (par l'intermédiaire des entreprises COGNIS et *International Flavours and Fragrances- IFF*) : huile de noix du Brésil, *bréu branco* et huile de copaíba.



La castanheira, géant de la forêt

Certification de la castanha

(Photos : équipe de terrain)

Mais l'originalité du partenariat repose surtout sur les arrangements juridiques et financiers proposés par la NATURA. Cherchant selon ses propres termes à promouvoir un nouveau modèle de développement, l'entreprise de cosmétiques fait en effet le pari de valoriser les nouveaux instruments fournis par le droit brésilien pour l'exploitation des connaissances traditionnelles associées aux produits de la forêt. Elle se lance donc dans un processus d'acquisition des droits d'exploitation du patrimoine génétique pour le *bréu branco*, réalisant une première en droit brésilien. Une fois l'autorisation du CGEN obtenue, elle signe un contrat d'exclusivité avec la COMARU pour la fourniture de ce produit. A ce jour, des démarches analogues sont engagées pour l'huile de noix du Brésil, mais elles n'ont pas encore été conclues. Grâce à ces processus juridique, la communauté bénéficie de bien plus que d'un simple débouché pour ses produits, puisque l'acquisition des droits d'accès aux connaissances traditionnelles implique de la part de la NATURA le versement d'une indemnité à la communauté (environ 110 000 R\$). On peut prévoir que ce montant sera encore plus important pour l'huile de noix du Brésil. Par ailleurs, l'accès au patrimoine génétique implique le versement d'une compensation (120 000 R\$) au propriétaire de la zone, en l'occurrence l'Etat d'Amapá, avec obligation pour ce dernier de l'investir au bénéfice des communautés concernées. En plus de ces démarches, un « fonds NATURA » est créé pour la mise en place de projets de développement social au sein de la communauté, abondé par un pourcentage des recettes sur les produits dans la composition desquels entrent des ingrédients provenant de la COMARU. Ce fonds est de loin la manne financière la plus importante à laquelle

⁴ IMAFLORA : Institut de Gestion et de Certification forestière et agricole

la communauté peut avoir accès, ayant accumulé près de 2 millions de réaux entre 2003 et 2007.

Sur le plan de l'activité de la coopérative, la NATURA garantit un niveau d'activité élevé et des prix intéressants en achetant 7500 kg d'huile de noix et 300 kg de *bréu branco* en 2004, contribuant ainsi significativement à la récupération financière de la coopérative. En 2005, 9000 kg d'huile sont encore vendus à la NATURA, et 2000 kg de plus à la BERACA, une entreprise de Belém.

Peu après le retrait de l'état, une entreprise privée avait donc avec succès pris la place des acteurs de la politique publique, initiant ainsi un nouvel modèle de partenariat entre entreprise et populations « traditionnelles » en Amazonie à partir d'une logique commerciale qui se veut écologiquement et socialement responsable.

Mais cette nouvelle forme de partenariat a depuis rencontré des difficultés. En 2006, la NATURA n'achète que 1 500 kg d'huile, car la coopérative ne réussit pas à lui en fournir plus. Quant au fameux « Fonds NATURA », il n'a encore été appliqué à aucun projet concret au bénéfice de la communauté.

4. Evaluation des conséquences de l'expérience de développement durable étudié :

Conformément au concept tridimensionnel du développement durable, on peut analyser les effets du projet sur les trois plans traditionnels de la durabilité : préservation environnementale, développement économique et progrès social. Ces dimensions sont cependant souvent étroitement liées, une action pouvant donc avoir des effets sur plusieurs échelons en même temps:



(Photos : équipe de terrain)

4.1. Conséquences sur le plan environnemental :

En ce qui concerne la préservation de l'environnement, l'objectif est largement atteint. La RDS Iratapuru semble parfaitement préservée jusqu'à aujourd'hui, sa création ayant avec succès empêché une invasion potentielle de la part d'orpailleurs ou d'exploitants forestiers. Le maintien de la biodiversité dans et autour de la RDS paraît donc largement assuré.

Mais le statut de réserve représente également une garantie de droit d'usufruit de ses terres pour la communauté de São Francisco dans leur activité d'extraction des ressources naturelles de la forêt. Il positionne les familles extractivistes de São Francisco comme des « gardiens » de la forêt, induisant en retour certaines modifications de leurs pratiques. Ainsi, la certification des aires de collecte, incitée par la NATURA, a exigé de la part des collecteurs un effort particulier pour la gestion des déchets dans ces zones.

Mais ce constat positif ne doit pas cacher un certain nombre d'hypothèques ou de fragilités. En ce qui concerne le territoire de la RDS, on peut s'interroger sur les conséquences à long terme de l'utilisation de moteurs à essence dans le processus de collecte de la noix, qui pourrait entraîner une pollution sérieuse des eaux du fleuve vu les quantités importantes de combustibles consommées chaque année. A proximité de la communauté, la question des déchets est également problématique : le plastique est brûlé sans précaution; le verre et des boîtes de conserve sont stockés puis transportés en ville. Cependant, l'endroit de stockage et le rythme du transport n'étant pas clairement définis, l'efficacité de ces mesures n'est pas toujours garantie.

Sur le plan de l'assainissement, la communauté manque encore des bases essentielles, ce qui pose des problèmes tant au niveau écologique que social : dans la plupart des maisons on ne trouve ni salle de bain ni toilettes, et celles qui disposent de toilettes n'ont pas de fosse septique. La contamination est encore limitée du fait du petit nombre des résidents et du fait de la presque absence de machines à laver; elle pourrait cependant devenir plus problématique avec l'installation des nouvelles familles dans le futur et avec une augmentation des appareils polluants dans la communauté.

En ce qui concerne les engagements de l'état, on n'observe que peu d'actions concrètes de la part de la SEMA, gestionnaire de l'état responsable pour la zone. Ainsi, le plan de gestion n'a toujours pas été élaboré dix ans après la création de la réserve, malgré l'annonce récente d'un partenariat avec le WWF sur le sujet⁵. Seule l'installation d'un poste radio peut être considérée comme une avancée, celui-ci permettant d'alerter la police en cas d'intrusion de forestiers ou de pêcheurs sur l'Iratapuru. Mais cette fonction de surveillance repose en même temps sur la communauté, ce qui renforce le sentiment des habitants du village de São Francisco que la RDS leur appartient...

Ainsi, bien que la pression humaine sur la zone reste donc encore relativement faible, il n'existe pour le moment pas de véritable gestion du territoire, ni de sensibilisation des extractivistes aux problèmes environnementaux qui peuvent menacer la zone du village.

4.2 Conséquences sur le plan économique:

En ce qui concerne le développement économique de la communauté, São Francisco a vu des très grands changements, initiés par des nombreux acteurs, depuis les années 1990 : Installation d'une coopérative; nombreux programmes d'appui à la production de la noix du Brésil, construction d'une usine de transformation sous le gouvernement de Capiberibe (1994-2002), et partenariat avec la NATURA effectif à partir de 2004.

Malgré certaines difficultés au niveau de la gestion de la coopérative, liées d'un côté à la limitation de la coopérative en argent disponible pour financer les *castanheiros*, de l'autre côté dues aux fortes tensions sociales et aux jeux de pouvoir entre les différentes familles, l'existence de celle-ci a induit des avancées significatives quant à l'organisation de la communauté et quant aux efforts des extractivistes pour accéder à plus d'indépendance vis-à-vis des intermédiaires (*atravessadores*) en ce qui concerne la commercialisation de leur production. Bien qu'une

⁵ Projet dont, au surcroît, la communauté ne semblait pas informée lors de nos travaux de terrain en juin et octobre 2007.

indépendance totale n'ait pas encore été atteinte, la COMARU constitue un contrepois à la vente de noix brutes, en incitant à leur transformation en huile ou, dans le futur, en *castanha dry*, percevant pour cela un meilleur prix par hectolitre et en créant de l'emploi dans l'usine après la saison de la collecte.

Conséquence sensible, le revenu mesurable des collecteurs de noix de São Francisco est supérieur à ce que l'on peut enregistrer dans les autres communautés de la région. D'après les données recueillies sur place, plus de la moitié des familles de São Francisco gagnent plus de 1,5 fois le salaire minimum et près de 10 % plus de 3 fois, alors que, selon le recensement de 2000, dans les zones rurales voisines, près de 60 % de la population gagnait moins de un salaire minimum ou n'avait aucun revenu.

Par ailleurs, les perspectives de croissance sont bonnes pour la COMARU, qui sera finalement désendettée à partir de 2008, puisque la COGNIS (entreprise acheteur pour NATURA) pourrait (et devrait, eu égard au contrat d'exclusivité), absorber dans le futur une production d'huile de noix double de l'actuelle. Cependant, on notera que le contrat signé avec la NATURA n'offre aucune garantie quant à sa continuité. En effet, si les produits de la ligne Ekos, élaborés à partir d'huile de noix du Brésil, devaient perdre la faveur des clients, l'entreprise en tirerait immédiatement les conséquences en retirant cette ligne de son offre, et cesserait ses achats à Iratapuru. Ce risque semble cependant peu important en l'état actuel des choses, d'autant que la communauté de São Francisco est associée à deux produits différents, l'huile de noix, mais aussi le *breu branco*. Ce dernier, souvent utilisé comme fixateur dans des préparations diverses, est devenu un ingrédient usuel des produits de l'entreprise cosmétique, si bien qu'il est peu probable qu'il soit rapidement abandonné. En effet, c'est notamment le breu branco qui apporte le plus en argent pour le fameux fond de la NATURA (paiement du droit d'accès aux connaissances traditionnelles associées au breu branco; pourcentage de la recette liquide des ventes de produits ayant comme ingrédient l'essence du breu branco, etc.)

Enfin, grâce au soutien reçu dans le cadre de la Fondation ORSA, la COMARU semble aujourd'hui mieux préparée pour démarcher de nouveaux clients et écouler ses produits en dehors du contrat avec la NATURA, dont il faut se souvenir qu'il ne concerne jusqu'à aujourd'hui qu'au maximum un tiers de l'ensemble de la récolte annuelle. En effet, la plus grande partie de la production en noix de la communauté est encore vendue directement aux intermédiaires pendant et après la collecte pour des diverses raisons : incapacité de la coopérative d'acheter la totalité des noix par manque de fonds de roulement, besoin d'argent de la part des extractivistes pour effectuer la collecte, manque de confiance en la coopérative de la part de certains, etc. L'espace économique n'est donc pas totalement monopolisé par la NATURA, ce qui amène à se demander quelle est la part des mécanismes de développement mis en place et quelle est la part du marché dans les améliorations constatées. Le prix relativement élevé de la noix du Brésil sur le marché ces dernières années, n'a-t-il pas contribué autant que le contrat avec la NATURA à l'amélioration du revenu des collecteurs ?

4.3 Conséquences sur le plan social/culturel :

Si les avancées dans la sphère économique, bien que à petits pas, semblent assez nettes, leurs répercussions sur le plan social et culturel ne se sont pas encore fait beaucoup sentir. Bien qu'il soit clair que la communauté de São Francisco bénéficie d'un bien être matériel supérieur à celui des autres communautés de la région (voir les tableaux ci-dessous portant sur les biens d'équipement des ménages), on constate pourtant un retard de la part des équipements publics. Ainsi plus de 85 % des foyers possèdent une cuisinière à gaz et près de 60 % une télévision, alors que moins de la moitié dispose d'un accès à l'eau courante. Quant à l'accès à l'électricité, s'il est presque universel, il faut noter que le générateur présent sur place a été acquis en 2000 avant tout pour approvisionner l'usine de biscuit, et que son fonctionnement, aléatoire, est limité à quelques heures par jour.

Equipamento		
Somme des pourcentages différente de 100 du fait des réponses multiples et des suppressions.		
	Nb	% obs.
Motor	10	28,6%
fogão a gaz	30	85,7%
som	12	34,3%
tv	20	57,1%
Total	35	

Energia		
	Nb	% cit.
sim	30	85,7%
nao	5	14,3%
Total	35	100,0%

Água		
	Nb	% obs.
Nenhum	18	51,4%
Água encanada	16	45,7%
poço artesiano	0	0,0%
filtro	1	2,9%
Total	35	100,0%

Données : Analyse des questionnaires appliqués en juillet- août 2007 auprès de tous les domiciles de la communauté. (35 maisons).

Les services basiques, comme l'assistance sanitaire et l'assainissement, on l'a déjà évoqué, sont encore très précaires pour cette communauté. La mise en place d'un poste de santé permanent est ainsi l'une des revendications les plus fortes des familles de São Francisco. Par ailleurs, en ce qui concerne l'approvisionnement en eau des maisons, une partie est réalisé directement à partir des eaux du fleuve, et donc exposé aux contaminations du fait de l'absence de traitement d'eau. Une autre partie est réalisée à partir d'un système de purification de l'eau monté en même temps que la fabrique de biscuit, mais qui n'a pas été entretenu depuis et qui s'avère aujourd'hui au minimum inefficace. Les conséquences sur le plan sanitaire sont visibles, notamment par la fréquence des diarrhées infantiles. Cette situation paraît d'autant plus choquante que le fonds destiné par la NATURA à la communauté est largement pourvu pour réaliser une telle opération. Par ailleurs, l'absence des moyens de communication à l'intérieur de la communauté (téléphone, internet) condamne celle-ci à un isolement qui ne paraît pas inévitable, vu sa proximité relative avec la ville de Laranjal de Jari (à environ 60 kilomètres).

Pourtant, malgré la relative précarité des infrastructures et des services de base, on note une identité forte des extractivistes de São Francisco, ainsi qu'une valorisation de leur part du travail en forêt. A la question de quel serait le meilleur futur pour leurs enfants, 23 chefs de famille interrogés (85 %) déclarent qu'ils seraient contents de voir leurs fils rester sur place et seuls 4 (15 %) disent qu'ils auraient des meilleures chances de trouver un bon travail en ville. La plupart des parents acceptent le fait que leurs enfants devront aller en ville pour faire des études, mais ils pensent qu'il sera mieux pour eux de revenir habiter au village pour bénéficier de la qualité de vie de la forêt. Tous en conviennent : « é bom morar aqui ». La question du comportement des jeunes générations est fondamentale, car 57 % de la population a moins de 20 ans.

Un autre aspect à analyser est la cohérence sociale à l'intérieur de la communauté. Celle-ci est ambiguë en ce sens qu'il n'y a que trois familles fondatrices du village, résultant dans le fait que toutes les familles sont d'une manière ou de l'autre des parentes. Cette situation crée d'un côté une solidarité forte entre les familles; mais elle augmente de l'autre côté le potentiel de conflits entre les différents membres des familles et/ou entre les familles qui n'ont pas des liens de parenté (les personnes de l'extérieur, les nouveaux arrivés, etc.). C'était, par exemple, le cas avec les frères « Brás », dont l'un avait pris la direction de la coopérative à la fin des années 1990, mais qui a finalement été expulsé de São Francisco par l'une des familles fondatrices de la communauté. Un autre élément de désaccord est l'absence de séparation claire entre coopérative et communauté. On a pu remarquer sur le terrain que le « mélange » entre coopérative et communauté pose des problèmes significatifs pour les familles de São Francisco, dont celles qui ne font pas partie de la coopérative se sentent défavorisées. Plusieurs membres de la communauté réclament donc la mise en place d'un conseil communautaire, dont la création aurait d'ailleurs été un pré requis pour la mise en place de la RDS (mais qui n'existe toujours pas).

Enfin, si le partenariat avec l'entreprise NATURA a sans doute été fondamental pour que la communauté se remette des événements catastrophiques de 2002-2003, quelques questions se posent, comme on vient de voir, sur la durabilité de ce partenariat, mais aussi sur la forme

d'interaction sur le territoire que l'entreprise pourrait adopter dans le futur. La forte intervention que l'entreprise a déjà manifestée dans la communauté avec, par exemple, les activités d'AMAPAZ en 2004, questionne la légitimité des entités publiques (locales ou fédérales) présentes sur place notamment en ce qui concerne la répartition des responsabilités. On peut ainsi se demander si l'innovation économique et sociale que représente le partenariat avec la NATURA a pour contrepartie une sorte de droit de regard de l'entreprise sur l'avenir de la communauté traditionnelle, dont la séparation avec les affaires de la coopérative, on l'a souligné, n'est pas toujours nette.

5. Perception de la notion de développement durable auprès des populations impliquées :

Il est intéressant d'observer que malgré la quantité des formations et d'activités dans la communauté, le concept de développement durable demeure très vague à São Francisco. On lui prête des sens assez divers, la plus fréquente étant sans doute la phrase déjà paradigmatique « *desenvolvimento sustentável é sustentar a família* ». D'autres réponses mettent souvent en avant que le côté écologique du développement durable en répétant sans doute le discours des représentantes de la SEMA. Quelques exemples sont « ...não pode matar para vender, a gente tira a castanha mas não derruba, não destrói a natureza... » ; « ...extrair os recursos da natureza para se sustentar... » ; « ...usufrua do que tem hoje mas pensar no futuro, nos filhos.... » ; « ...a gente pode desenvolver para sobreviver sem causar impacto na natureza... ». Il y avait aussi des explications remarquables, comme par exemple: "Desenvolvimento sustentável é um tipo de reserva que a gente tira madeira prima para o sustento », ou « ...quando retirar as coisas da natureza tem que recolocar: por exemplo, quando se faz uma roça tem que replantar ». ⁶

Une grande partie des interviewés affirmait qu'ils avaient déjà entendu parler de développement durable, mais qu'ils avaient oublié l'explication...

Généralement, les programmes de développement durable à Iratapuru ne sont donc pas forcément associés à la notion comme telle par les résidents de la communauté. Pourtant, du fait de la forte présence de personnes venant de l'extérieur (acteurs du gouvernement, ONG, représentantes du monde de l'entreprise (NATURA, Jari Celulose), chercheurs), les habitants de São Francisco se sont parfaitement rendu compte de la popularité et de l'intérêt qu'ils suscitent en tant qu'extractivistes traditionnels et connaisseurs de la forêt. On remarque donc une forte identité tant chez les adultes comme chez la plupart des jeunes, et une valorisation du travail en forêt. D'ailleurs, on peut généralement constater qu'ils sont conscients de leur pouvoir comme communauté exemplaire pour l'utilisation rationnelle des ressources de la forêt, vitrine pour le gouvernement et pour l'entreprise, et dont ils savent se servir à l'heure de réclamer des bénéfices dont ils considèrent d'avoir plus des droits que d'autres communautés moins populaires dans la région, comme par exemple Santo Antônio da Cachoeira, São Militão ou Padaria. Ainsi, la proposition de la SEMA de consacrer le dédommagement reçu au titre de l'accès au patrimoine génétique pour des projets concernant ces autres communautés a rencontré une importante opposition à São Francisco, les habitants du village faisant valoir que ce sont eux qui ont, par leur contrat avec la NATURA, obtenu cet argent, et exigeant qu'il soit dépensé à leur profit.

6. Réussites et faiblesses du projet : Un bilan

La communauté de São Francisco représente un cas unique dans son contexte régional, le sud de l'Amapá, par l'intensité des investissements en faveur du développement durable local, ce qui a induit des changements profonds pour cette communauté au cours de la dernière décennie. Ses habitants sont passés de l'isolement dans les *colocações* et de l'*aviamento* au regroupement en village et à un fonctionnement coopératif bénéficiant d'un fort appui local, national et international. Leur territoire de collecte a été transformé en une zone protégée, deux usines ont été successivement implantées et des contrats ont été signés, d'abord avec le gouvernement de

⁶ Données des questionnaires appliqués pendant l'étude de terrain, Juillet - Août 2007.

l'Etat d'Amapá, puis avec l'entreprise NATURA, alors que les aires de collecte recevaient une certification internationale. Derrière ces transformations, on trouve une très longue liste d'acteurs institutionnels, le dernier en date et le plus original dans le contexte amazonien étant sans nul doute la très grande entreprise de cosmétique NATURA.

Dans cette dernière étape, les deux partenaires - entreprise et communauté - se sont servies habilement du concept de développement durable pour bénéficier, d'un côté, d'un image d' « entreprise sociale et écologiquement responsable » et, de l'autre côté, de contrats largement plus avantageux que la simple vente de l'huile de noix du Brésil et du *breú branco* pour garantir le maintien de l'extractivisme en tant que « activité traditionnelle » et non - prédatrice de la forêt.

Le résultat que l'on peut observer aujourd'hui est un processus mixte d'avancées économiques (dont la plupart des communautés amazoniennes peuvent seulement rêver) et de déséquilibres dans l'offre des services qui déterminent la qualité de vie de la population. D'un côté, on peut souligner que la communauté a réussi à faire fonctionner le modèle extractiviste de manière moderne, produisant de la valeur ajoutée à partir d'une ressource provenant de collectes en forêt, ce qui est une réussite rare. D'un autre côté, on remarque que ce sont surtout les droits d'image et les redevances sur des biens immatériels qui constituent le gros des ressources disponibles au bénéfice de la communauté, plus que la vente de ses noix. Bien que pour le moment aucun mouvement ne se dessine en ce sens, l'identité extractiviste demeurant au contraire très forte, on peut se demander si ces mécanismes ne risquent pas à long terme de transformer les producteurs de l'Iratapuru en véritables rentiers...

On note par ailleurs que les investissements à São Francisco n'ont eu aucun effet d'entraînement sur les autres communautés installées à proximité, comme *Santo Antônio*, *Padaria* ou *São Militão*. Poursuivant le contraste, on peut noter que si tous les enfants fréquentent l'école en 2007, la plupart des producteurs de la noix et membres de la coopérative ne réussissent pas à organiser leur comptabilité...